

3° de verbruikshoeveelheid voor de duur van de overeenkomst van iedere eindklant voor wie de "CWAPE" overeenkomstig artikel 10 een afschrift van een leveringsovereenkomst heeft ontvangen.

Art. 12. De producent van groene elektriciteit verstrekt de "CWAPE" gegevens over zijn productie van groene elektriciteit overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering tot bevordering van groene elektriciteit.

Art. 13. Op grond van de gegevens die haar overeenkomstig de artikelen 10 tot 12 worden verstrekt gaat de "CWAPE" na of de klanten die een overeenkomst voor elektriciteitslevering met door hen gekozen leveranciers hebben gesloten, voldoen aan de bij of krachtens het decreet bepaalde voorwaarden om in aanmerking te komen.

HOOFDSTUK IV. — *Stralgebalingen*

Art. 14. Als de "CWAPE" vaststelt dat een overeenkomst voor elektriciteitslevering is gesloten tussen een eindklant of een producent van groene elektriciteit en een door hen gekozen leverancier, terwijl ze niet voldoen aan de bij of krachtens het decreet bepaalde voorwaarden om in aanmerking te komen, informeert ze de bevoegde leverancier aan captieve klanten.

Ze kan de partijen voorstellen een beroep te doen op de overeenkomstig artikel 48 van het decreet georganiseerde bemiddelings- en arbitragedienst, die het vergoedingsbedrag zal bepalen dat toekomt aan de leverancier aan captieve klanten wiens monopolie miskend werd.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 15. In afwijking van artikel 3, maakt de leverancier aan captieve klanten uiterlijk binnen twintig dagen na de inwerkingtreding van dit besluit een lijst op van de eindklanten die op grond van de gegevens waarover hij beschikt, op die datum voldoen aan de bij of krachtens artikel 27 van het decreet bepaalde voorwaarden om in aanmerking te komen.

De in het vorige lid bedoelde lijst wordt binnen dertig dagen na de inwerkingtreding van dit besluit aan de "CWAPE" overgemaakt.

§ 2. Alle betrokken eindklanten en producenten van groene elektriciteit worden binnen de in § 1, eerste lid, bedoelde termijn door de leverancier aan in aanmerking komende captieve klanten geïnformeerd dat ze voldoen aan de bij of krachtens artikel 27 van het decreet bepaalde voorwaarden om in aanmerking te komen. Dat bericht geeft duidelijk aan dat het hen vrij staat een overeenkomst voor elektriciteitslevering te sluiten met één of meer leveranciers van hun keuze en dat de aangewezen leverancier voor distributie instaat zolang hun keuze niet vastligt.

Art. 16. De artikelen 8, § 3, en 27, § 5, van het decreet en dit besluit treden in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 17. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 maart 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS



F. 2002 — 1574

[C — 2002/27371]

21 MARS 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la licence de fourniture d'électricité

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment les articles 30, 31 et 63;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mai 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mai 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne du 3 juillet 2001;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.362/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 décembre 2001 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° « décret » : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2° « licence » : la licence dont doit être titulaire tout fournisseur d'électricité aux clients éligibles, visée à l'article 30, du décret susmentionné;

Les définitions figurant à l'article 2 du décret sont applicables aux termes du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Des critères d'octroi, de révision et de retrait de la licence**Section 1^{re}. — Des critères relatifs à la localisation*

Art. 2. Tout fournisseur d'électricité doit, tant lors de l'introduction de la demande qu'après la délivrance de la licence, être domicilié et résider effectivement en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen.

Si le fournisseur est une entreprise, celle-ci doit avoir été constituée conformément à la législation belge ou celle d'un des Etats visés à l'alinéa précédent et disposer en Belgique ou dans un de ces Etats d'une administration centrale, d'un principal établissement ou d'un siège social dont l'activité présente un lien effectif et continu avec l'économie belge ou celle d'un des Etats précités.

Section 2. — Des critères relatifs à l'honorabilité et à l'expérience professionnelle

Art. 3. Tout fournisseur d'électricité doit satisfaire, tant lors de l'introduction d'une demande qu'après la délivrance de la licence, aux critères prescrits par la présente section à propos de l'honorabilité et de l'expérience professionnelle.

Art. 4. Ne sont pas prises en considération les demandes de ceux qui ont suspendu ou cessé leurs activités, ont fait aveu de faillite, font l'objet d'une procédure de liquidation, faillite ou concordat judiciaire ou d'une procédure similaire prévue par une législation ou réglementation étrangères.

Art. 5. Sont refusées les demandes de ceux qui :

1° personnellement ou dont un des administrateurs ou membre du comité de direction ont fait l'objet d'une condamnation par décision coulée en force de chose jugée rendue dans les cinq ans qui précèdent la demande pour une infraction portant atteinte à l'honorabilité;

2° ont commis une faute grave dans l'exercice de leur activité professionnelle;

3° n'ont pas satisfait aux obligations en matière de paiement des cotisations de sécurité sociale qui leur sont imposées par la législation belge ou étrangère;

4° n'ont pas satisfait aux obligations relatives au paiement des impôts qui sont à leur charge en vertu de la législation belge ou étrangère;

5° se rendent coupables de fausses déclarations dans le cadre d'informations qu'ils doivent fournir en vertu du décret ou de ses arrêtés d'exécution.

Art. 6. La preuve que le demandeur ne se trouve pas dans une des situations énoncées aux articles 4 et 5, peut notamment être fournie par la remise des documents suivants :

1° pour les cas prévus par l'article 4 : une attestation délivrée par une instance judiciaire ou administrative certifiant que le demandeur ne se trouve pas dans l'une des situations qui y sont visées;

2° pour les cas prévus par l'article 5, 1° : un extrait du casier judiciaire ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative d'où résulte qu'il est satisfait à l'exigence prescrite;

3° pour les cas prévus par l'article 5, 3° et 4° : une attestation délivrée par l'autorité compétente;

4° pour les cas prévu par l'article 5, 2° et 5° : une déclaration sur l'honneur.

Lorsqu'un document ou certificat précité ne peut être délivré dans le pays en question, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou une déclaration solennelle de l'intéressé devant une instance judiciaire ou publique, un notaire ou une organisation professionnelle compétente du pays d'origine ou de provenance.

Art. 7. § 1^{er}. La preuve de l'expérience professionnelle peut être fournie par tout document probant établi conformément à la législation applicable dans l'Etat membre où le demandeur est établi attestant que le demandeur a, durant les trois années qui précèdent, été actif dans le domaine de la fourniture d'électricité.

Ces documents indiquent notamment la quantité d'électricité fournie annuellement ainsi que les accords conclus avec des producteurs ou intermédiaires.

§ 2. La preuve de l'expérience professionnelle peut également être rapportée par tout document probant attestant de travaux scientifiques ou de réalisations effectués dans les trois ans précédant la demande qui permettent d'évaluer les connaissances techniques dans le domaine de la fourniture d'électricité ou un domaine similaire.

§ 3. Le demandeur joint à sa demande :

1° une liste établissant les qualifications scientifiques et professionnelles de membres du personnel ou collaborateurs justifiant cette compétence;

2° une liste des principales activités du demandeur pendant les trois années précédant la demande.

Section 3. — Des critères relatifs aux capacités techniques et financières et à la qualité de l'organisation

Art. 8. Tout fournisseur d'électricité doit satisfaire, tant lors de l'introduction d'une demande qu'après la délivrance de la licence, aux critères prescrits par la présente section au sujet des capacités techniques et financières et de la qualité de l'organisation.

Art. 9. Les capacités techniques sont notamment établies à l'aide des documents suivants :

1° une liste établissant les qualifications scientifiques et professionnelles des membres du cadre de l'entreprise, singulièrement de ceux qui sont responsables de la fourniture d'électricité;

2° une déclaration indiquant le cadre du personnel et, le cas échéant, le taux annuel moyen d'occupation de celui-ci dans les trois années antérieures;

3° une description des moyens techniques envisagés pour la fourniture d'électricité.

Art. 10. Les capacités financières sont notamment établies sur base des comptes annuels des trois dernières années comptables, ou, à défaut, à l'aide de déclarations bancaires mentionnant le montant des avoirs financiers.

Art. 11. La qualité de l'organisation est notamment établie à l'aide d'un organigramme avec description des divers services et secteurs indiquant pour chacun d'eux le nombre et la qualification du personnel qui y est affecté.

Le Ministre peut imposer aux titulaires de la licence de fournir de satisfaire au système de management de la qualité conforme aux réglementations belges et européennes en la matière.

CHAPITRE III. — *De la procédure d'octroi des licences*

Art. 12. La demande d'octroi d'une licence est adressée par lettre recommandée ou remise contre accusé de réception en deux exemplaires au siège de la CWAPE.

Le demandeur joint à la demande tous les documents attestant ou certifiant qu'il satisfait aux critères d'octroi.

Art. 13. Il est établi une redevance de 125 euros pour l'examen de toute demande d'octroi. Ce montant est indexé selon l'indice des prix à la consommation sur base de l'indice du mois d'octobre 2001.

Le montant de la redevance doit être acquitté au plus tard lors de l'introduction de la demande par versement au fonds social visé à l'article 35 du décret, avec mention du nom du demandeur.

Art. 14. La CWAPE vérifie si tous les documents requis pour l'examen de la demande sont en sa possession.

Si elle constate que la demande est incomplète ou que la redevance visée à l'article 13 n'a pas été acquittée, elle en avise le demandeur par lettre recommandée dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande.

Elle précise les documents manquants et fixe un délai qui ne peut excéder trois semaines, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur est invité à compléter sa demande ou acquitter la redevance.

Art. 15. La CWAPE vérifie à l'aide de tout document en sa possession si le demandeur satisfait aux critères visés au chapitre II et s'il est en mesure de satisfaire aux obligations de service public visés à l'article 34, 2°, du décret ou de ses arrêtés d'exécution.

Lorsque la CWAPE estime qu'il n'est pas satisfait à un ou plusieurs critères, elle en avise le demandeur par lettre recommandée dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande ou, le cas échéant, de la réception des compléments obtenus en application de l'article 14.

Elle précise les raisons pour lesquelles elle considère qu'il n'est pas satisfait aux critères et fixe un délai d'un mois maximum, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur peut fournir par lettre recommandée ses observations, justifications ou tout autre complément d'information. La CWAPE est tenue d'entendre le demandeur qui en fait la requête.

Art. 16. Dans un délai de deux mois à dater de la réception de la demande ou, le cas échéant, des compléments, observations et justifications visées aux articles 14 et 15, la CWAPE transmet au Ministre le texte de la demande, ses annexes ainsi que son avis motivé.

Le Ministre décide de l'octroi ou du refus d'octroi de la licence dans un délai d'un mois à dater de la réception de l'avis visé à l'alinéa 1^{er}. La licence est octroyée pour une durée indéterminée.

La décision du Ministre est notifiée dans les huit jours au demandeur par lettre recommandée. La décision d'octroi de la licence est, par ailleurs, publiée au *Moniteur belge* avec indication du nom et de l'adresse du titulaire de la licence de fourniture, ainsi que sur le site internet de la CWAPE.

A défaut de décision prise dans les quatre mois à dater de la réception de la demande ou, le cas échéant, des compléments, observations et justifications visés aux articles 14 et 15, la demande est réputée acceptée.

CHAPITRE IV. — *Des informations à fournir par les titulaires d'une licence*

Art. 17. Tout titulaire d'une licence doit, par lettre recommandée, transmettre annuellement et avant le 31 janvier à la CWAPE un rapport détaillé établissant la manière dont il a satisfait aux critères et obligations prescrits par ou en vertu du décret.

Art. 18. Tout titulaire est tenu d'aviser la CWAPE, par lettre recommandée, dans un délai de quinze jours de toute modification de ses statuts en y joignant le procès-verbal de l'organe qui y a procédé ainsi que de toute autre modification qui est susceptible d'avoir des répercussions sur le respect des critères et obligations prescrits par ou en vertu du décret.

Art. 19. Tout titulaire doit sans délai et au plus tard dans les quinze jours, notifier à la CWAPE, par lettre recommandée, toute modification de contrôle, toute fusion ou scission qui le concerne.

CHAPITRE V. — *Du maintien, du renouvellement et du retrait de la licence*

Art. 20. Il ne peut être procédé au retrait d'une licence que sur demande faite par le titulaire moyennant préavis de quatre mois au moins ou à la suite de la constatation du non respect par le titulaire des critères ou obligations prescrits par ou en vertu du décret.

Art. 21. § 1^{er}. Le retrait sur demande est subordonné au transfert de la clientèle à un autre fournisseur d'électricité titulaire d'une licence et à la notification préalable à chacun des clients de l'identité et de l'adresse du nouveau fournisseur.

§ 2. La demande de retrait est introduite auprès de la CWAPE par lettre recommandée. Elle indique avec précision la façon dont il sera satisfait aux obligations visées au § 1^{er}.

La demande est transmise, avec l'avis motivé de la CWAPE, au Ministre dans un délai d'un mois à dater de sa réception.

La décision du Ministre est prise dans le mois qui suit l'avis de la CWAPE. Elle est notifiée par lettre recommandée dans les huit jours et publiée au *Moniteur belge*.

A défaut de décision prise dans les deux mois suivant l'introduction de la demande de retrait, celle-ci est réputée acceptée.

Art. 22. Lorsque la CWAPE constate qu'un titulaire d'une licence ne satisfait plus aux critères d'octroi ou qu'il ne respecte pas les obligations prescrites par ou en vertu du décret, elle l'en avise par lettre recommandée en indiquant les motifs.

Elle fixe par ailleurs un délai, qui ne peut excéder un mois, dans lequel le titulaire est soit invité à transmettre ses observations, soit tenu de prendre les mesures pour respecter lesdites conditions et obligations. La CWAPE est tenue d'entendre le titulaire qui en fait la demande.

La CWAPE formule un avis sur le retrait de la licence dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent.

Art. 23. § 1^{er}. Dans l'une des hypothèses visées à l'article 19 ou lorsque les modifications statutaires remettent en cause les conditions d'attribution de la licence ou les éléments mentionnés par celles-ci, le titulaire de la licence peut demander à la CWAPE le maintien ou le renouvellement de la licence. A défaut, la procédure de retrait visée à l'article 22 est applicable.

§ 2. La licence de fourniture peut être maintenue lorsque les conditions visées au chapitre II sont remplies et que le nom et l'adresse du titulaire restent inchangés.

La licence de fourniture est renouvelée lorsque les conditions visées au chapitre II sont remplies mais que le nom et/ou l'adresse du titulaire doivent être adaptés.

Si le titulaire ne répond plus aux conditions du chapitre II, la CWAPE engage la procédure de retrait visée à l'article 22.

§ 3. La CWAPE formule un avis, dans un délai ne dépassant pas un mois à dater de la réception de la demande visée au § 1^{er}, quant au maintien, au renouvellement de la licence de fourniture ou à l'engagement de la procédure envisagée à l'article 22. Elle est tenue d'entendre le titulaire qui en fait la demande.

Art. 24. L'avis de la CWAPE visé aux articles 22 et 23 est transmis dans les huit jours au ministre. Celui-ci décide du retrait, du renouvellement ou du maintien de la licence dans un délai d'un mois à dater de la réception de l'avis.

La décision du Ministre est notifiée par lettre recommandée dans les huit jours. Elle est publiée en outre au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la CWAPE.

A défaut de décision prise à l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er}, la licence est maintenue.

Art. 25. En cas de décision de retrait de la licence, le titulaire sanctionné est tenu d'informer sa clientèle et de transmettre toutes les données relatives à cette clientèle à la CWAPE qui en assurera le transfert auprès d'un autre fournisseur.

CHAPITRE VI. — *Dispositions particulières aux fournisseurs verts*

Art. 26. Le fournisseur désirant se faire reconnaître « fournisseur vert » le mentionne lors de l'introduction de la demande visée à l'article 12.

Le cas échéant, la publication au *Moniteur belge* visée à l'article 16, alinéa 3, mentionne la qualité de fournisseur vert.

En outre, la CWAPE publie sur son site internet la liste des fournisseurs verts.

Art. 27. Le 31 janvier de chaque année, les fournisseurs verts procurent à la CWAPE le relevé total de leur fourniture aux clients situés en Région wallonne et connectés aux réseaux de transport local et de distribution pour l'année précédente.

Par ailleurs, ils transmettent également les factures payées aux producteurs d'électricité verte pour l'année visée à l'alinéa précédent.

Lorsque l'électricité verte produite en dehors de la Région wallonne peut être comptabilisée, le Ministre détermine les informations supplémentaires que le fournisseur vert doit transmettre à la CWAPE.

Art. 28. Sur base des documents visés à l'article précédent, la CWAPE vérifie si le fournisseur en question a acheté, au minimum 50 % de l'électricité fournie aux clients situés en Région wallonne et connectés à un niveau de tension inférieur ou égal à 70 kV, à des producteurs d'électricité verte situés en Région wallonne et, le cas échéant, à des producteurs d'électricité verte situés en dehors de la Région wallonne.

La CWAPE peut requérir toute information complémentaire.

Art. 29. Lorsqu'un fournisseur ne désire plus être considéré comme « fournisseur vert » ou que la CWAPE constate que le fournisseur ne répond pas aux critères pour être reconnu fournisseur vert, elle publie un avis au *Moniteur belge* et adapte la liste visée à l'article 26, § 3.

CHAPITRE VII. — *Dispositions provisoires et finales*

Art. 30. A titre transitoire, par dérogation au chapitre III, dans l'attente de l'obtention de la licence à durée indéterminée, le Ministre délivre une licence provisoire valable jusqu'au 31 mai 2003.

Dans ce cadre, la demande est adressée par lettre recommandée ou remise contre accusé de réception en deux exemplaires à la Division de l'Energie de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie.

La demande reprend :

1° les nom, prénoms, profession, domicile et nationalité du demandeur;

2° s'il s'agit d'une société, la raison sociale ou la dénomination, la forme juridique, le siège social et, le cas échéant, les statuts de celle-ci, ainsi que les documents attestant des pouvoirs des signataires de la demande;

3° une note séparée permettant d'attester, au moyens de tout document probant, que le demandeur prend les mesures nécessaires pour répondre aux critères visés au chapitre II.

Le Ministre décide de l'octroi ou du refus d'octroi de la licence provisoire dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande. A défaut de décision prise à l'expiration de ce délai, la demande est réputée acceptée.

Le cas échéant, la licence provisoire est octroyée à dater de la décision du Ministre. La décision d'octroi de la licence est publiée au *Moniteur belge* avec indication du nom et de l'adresse du titulaire.

Art. 31. Les articles 30 et 31 du décret et le présent arrêté entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 32. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 mars 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 1574

[C — 2002/27371]

21. MÄRZ 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Stromversorgungslicenz

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 96/92/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Dezember 1996 betreffend gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt;

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 30, 31 und 63;

Aufgrund des am 22. Mai 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. Mai 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 3. Juli 2001 gegebenen Einverständnisses des "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 12. Dezember 2001 vom Staatsrat in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 32.362/4;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeines

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

2° "Lizenz": die in Artikel 30 des vorerwähnten Dekrets erwähnte Lizenz, die jeder Stromversorger der zugelassenen Kunden haben muss;

Die in Artikel 2 des Dekrets stehenden Definitionen gelten für die Begriffe des vorliegenden Erlasses.

KAPITEL II — Kriterien für die Gewährung, die Revision und den Entzug der Lizenz**Abschnitt 1 — Kriterien in Bezug auf die Niederlassung**

Art. 2 - Jeder Stromversorger muss sowohl zum Zeitpunkt der Antragstellung als auch nach Erteilung der Lizenz seinen Wohnsitz in Belgien oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums haben und dort tatsächlich wohnen.

Wenn der Stromversorger eine Firma ist, so muss diese gemäß der belgischen Gesetzgebung oder der Gesetzgebung eines der im vorigen Absatz erwähnten Staaten gegründet worden sein und in Belgien oder in einem dieser Staaten eine Zentralverwaltung, eine Hauptniederlassung oder einen Gesellschaftssitz haben, deren bzw. dessen Aktivität eine tatsächliche und ständige Verbindung mit der belgischen Wirtschaft oder der Wirtschaft eines der vorerwähnten Staaten aufweist.

Abschnitt 2 — Kriterien in Bezug auf die Ehrbarkeit und die Berufserfahrung

Art. 3 - Jeder Stromversorger muss sowohl zum Zeitpunkt der Antragstellung als auch nach Erteilung der Lizenz den im vorliegenden Abschnitt festgelegten Kriterien in Bezug auf die Ehrbarkeit und die Berufserfahrung genügen.

Art. 4 - Die Anträge von Versorgern, die ihre Aktivitäten aufgehoben oder eingestellt haben, Konkurs angemeldet haben, durch ein Auflösungs-, Konkurs- oder gerichtliches Vergleichsverfahren oder durch ein ähnliches, durch eine ausländische Gesetzgebung oder Regelung vorgesehene Verfahren betroffen sind, werden nicht in Betracht gezogen.

Art. 5 - Die Anträge werden abgelehnt, wenn der Antragsteller:

1° persönlich oder wenn einer der Verwalter oder der Mitglieder des Direktionsausschusses durch einen innerhalb fünf Jahren vor der Antragstellung verkündeten rechtskräftigen Beschluss wegen eines die Ehrbarkeit verletzenden Verstoßes verurteilt worden ist;

2° eine schwere Verfehlung in seiner beruflichen Aktivität begangen hat;

3° die von der belgischen oder ausländischen Gesetzgebung vorgeschriebenen Verpflichtungen in Sachen Sozialversicherungsbeiträge nicht erfüllt hat;

4° die Steuerverpflichtungen, die ihm aufgrund von der belgischen oder ausländischen Gesetzgebung vorgeschrieben sind, nicht erfüllt hat;

5° falsche Erklärungen abgegeben hat in Bezug auf die von ihm aufgrund des Dekrets oder dessen Ausführungsbeschlüsse zu erteilenden Auskünfte.

Art. 6 - Der Beweis, dass sich der Antragsteller in keiner der in Artikel 4 und 5 erwähnten Lagen befindet, kann insbesondere durch die Abgabe der folgenden Unterlagen erbracht werden:

1° für die in Artikel 4 vorgesehenen Fälle: eine von einer gerichtlichen oder administrativen Instanz erteilte Bescheinigung, dass sich der Antragsteller in keiner der erwähnten Lagen befindet;

2° für die in Artikel 5, 1°, vorgesehenen Fälle: ein Auszug aus dem Strafregister oder ein gleichwertiges Dokument, das von der gerichtlichen oder administrativen Behörde erteilt wird, aus welchem sich ergibt, dass die vorgeschriebene Anforderung erfüllt ist;

3° für die in Artikel 5, 3° und 4°, vorgesehenen Fälle: eine von der zuständigen Behörde ausgestellte Bescheinigung;

4° für die in Artikel 5, 2° und 5°, vorgesehenen Fälle: eine ehrenwörtliche Erklärung.

Wenn ein solches Dokument oder Zeugnis in dem betroffenen Land nicht ausgestellt werden kann, so kann es durch eine beeidigte oder förmliche Erklärung des Betroffenen vor einer gerichtlichen oder öffentlichen Instanz, einem Notar oder einer zuständigen Berufsvereinigung des Ursprungs- oder Herkunftslands ersetzt werden.

Art. 7 - § 1 - Der Nachweis der Berufserfahrung kann durch jeglichen Beleg erbracht werden, der gemäß der geltenden Gesetzgebung in dem Mitgliedsstaat, in dem der Antragsteller niedergelassen ist, erstellt wird, zur Bescheinigung, dass der Antragsteller in den vorigen drei Jahren im Bereich der Stromversorgung tätig gewesen ist.

Diese Unterlagen geben insbesondere die Strommenge an, die jährlich geliefert worden ist, sowie die mit den Erzeugern oder Zwischenhändlern abgeschlossenen Abkommen.

§ 2. Der Nachweis der Berufserfahrung kann ebenfalls durch jeglichen Beleg zur Bescheinigung von wissenschaftlichen Arbeiten oder Realisierungen erbracht werden, die innerhalb drei Jahren vor der Antragstellung geleistet wurden und eine Beurteilung der technischen Kenntnisse im Bereich der Stromversorgung oder in einem ähnlichen Bereich erlauben.

§ 3. Der Antragsteller fügt seinem Antrag die folgenden Unterlagen bei:

1° eine Liste der wissenschaftlichen und beruflichen Qualifikationen der Personalmitglieder oder Mitarbeiter, die diese Kompetenz begründen;

2° eine Liste der Hauptaktivitäten des Antragstellers in den drei Jahren vor der Antragstellung.

Abschnitt 3

Kriterien in Bezug auf die technischen und finanziellen Befähigungen und die Qualität der Organisation

Art. 8 - Jeder Stromversorger muss sowohl zum Zeitpunkt der Antragstellung als auch nach Erteilung der Lizenz den im vorliegenden Abschnitt festgelegten Kriterien in Bezug auf die technischen und finanziellen Befähigungen und die Qualität seiner Organisation genügen.

Art. 9 - Die finanziellen Befähigungen werden insbesondere durch die folgenden Unterlagen nachgewiesen:

1° eine Liste zur Festlegung der wissenschaftlichen und beruflichen Qualifikationen der Mitglieder des Stellenplans der Firma, insbesondere derjenigen, die für die Stromversorgung verantwortlich sind;

2° eine Erklärung, in welcher der Stellenplan des Personals und ggf. dessen durchschnittliche jährliche Beschäftigungsrate in den vorigen drei Jahren angegeben wird;

3° eine Beschreibung der technischen Mittel, die für die Stromversorgung vorgesehen werden.

Art. 10 - Die finanziellen Befähigungen werden insbesondere auf der Basis der Jahresabschlüsse der letzten drei Buchjahre nachgewiesen, oder mangels dessen anhand von Bankerklärungen, in denen die Höhe des finanziellen Guthabens angegeben wird.

Art. 11 - Die Qualität der Organisation wird insbesondere durch einen Organisationsplan mit einer Beschreibung der verschiedenen Dienststellen und Sektoren und mit jeweiliger Angabe der zugeteilten Beschäftigtenzahl und der Qualifikation des Personals nachgewiesen.

Der Minister kann den Inhabern der Versorgungslizenz auferlegen, dem Qualitätsmanagementsystem gemäß den einschlägigen belgischen und europäischen Regelungen zu genügen.

KAPITEL III — Verfahren zur Erteilung der Lizenzen

Art. 12 - Der Antrag auf die Erteilung einer Lizenz wird der "CWAPE" in zwei Ausfertigungen per Einschreiben zugestellt oder am Sitz der "CWAPE" gegen Empfangsbestätigung abgegeben.

Der Antragsteller fügt dem Antrag alle Unterlagen bei, die belegen oder bescheinigen, dass er den Erteilungskriterien genügt.

Art. 13 - Für die Untersuchung jedes Antrags auf die Erteilung der Lizenz wird eine Gebühr von 125 Euro festgesetzt. Dieser Betrag wird unter Anwendung des Indexes des Monats Oktober 2001 an den Index der Verbraucherpreise gebunden.

Der Betrag der Gebühr muss spätestens bei der Antragstellung durch Einzahlung auf das in Artikel 35 des Dekrets erwähnte Sozialfonds mit Angabe des Namens des Antragstellers beglichen werden.

Art. 14 - Die "CWAPE" überprüft, ob sie in Besitz aller für die Untersuchung des Antrags erforderlichen Unterlagen ist.

Wenn sie feststellt, dass ein Antrag unvollständig oder dass die in Artikel 13 erwähnte Gebühr ungezahlt ist, teilt sie dies dem Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen ab Eingang des Antrags per Einschreiben mit.

Sie führt die mangelnden Unterlagen an und bestimmt eine Frist, die drei Wochen nicht überschreiten darf und unter Androhung des Verfalls des Antrags vorgeschrieben ist, innerhalb deren der Antragsteller seinen Antrag vervollständigen oder die Gebühr begleichen muss.

Art. 15 - Die "CWAPE" überprüft anhand jeder Unterlage, über die sie verfügt, ob der Antragsteller den in Kapitel II erwähnten Kriterien genügt und ob er imstande ist, die in Artikel 34, 2°, des Dekrets oder dessen Ausführungserlassen erwähnten Verpflichtungen öffentlichen Dienstes zu erfüllen.

Wenn ein oder mehrere Kriterien nach Ansicht der "CWAPE" nicht erfüllt sind, so teilt die CWAPE dies dem Antragsteller innerhalb von einem Monat ab dem Eingang des Antrags oder ggf. ab dem Eingang der in Anwendung von Artikel 14 erhaltenen Ergänzungen per Einschreiben mit.

Sie gibt die Gründe an, aus welchen sie erachtet, dass die Kriterien nicht erfüllt werden und bestimmt eine Frist von höchstens einem Monat, die unter Androhung des Verfalls des Antrags vorgeschrieben ist, innerhalb deren der Antragsteller per Einschreiben seine Anmerkungen, Rechtfertigungen oder jegliche weitere Information liefern kann. Die "CWAPE" ist dazu verpflichtet, den Antragsteller anzuhören, der ein Gesuch dazu stellt.

Art. 16 - Innerhalb von zwei Monaten ab dem Eingang des Antrags, oder ggf. der in den Artikeln 14 und 15 erwähnten ergänzenden Informationen, Anmerkungen und Rechtfertigungen übermittelt die "CWAPE" dem Minister den Text des Antrags, seine Anlagen sowie ihr mit Gründen vorgesehene Gutachten.

Der Minister entscheidet über die Erteilung oder die Verweigerung der Lizenz innerhalb von einem Monat ab dem Eingang des in Artikel 1 erwähnten Gutachtens. Die Lizenz ist unbefristet.

Die Entscheidung des Ministers wird dem Antragsteller innerhalb acht Tagen per Einschreiben zugestellt. Der Beschluss zur Erteilung der Lizenz wird außerdem im *Belgischen Staatsblatt* mit Angabe des Namens und der Anschrift des Inhabers der Versorgungslizenz sowie auf der Internet-Webseite der "CWAPE" veröffentlicht.

Wenn kein Beschluss innerhalb von vier Monaten ab dem Eingang des Antrags, oder ggf. der in den Artikeln 14 und 15 erwähnten ergänzenden Informationen, Anmerkungen und Rechtfertigungen getroffen wird, gilt der Antrag als angenommen.

KAPITEL IV — Vom Inhaber einer Lizenz zu liefernde Informationen

Art. 17 - Jeder Inhaber einer Lizenz muss jährlich vor dem 31. Januar der "CWAPE" per Einschreiben einen ausführlichen Bericht übermitteln, in dem erklärt wird, wie er die im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Kriterien und Verpflichtungen erfüllt hat.

Art. 18 - Jeder Inhaber muss die "CWAPE" per Einschreiben innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen über jede Abänderung seiner Satzungen unter Beifügung des Protokolls des Organs, das diese vorgenommen hat, sowie über jede sonstige Abänderung informieren, die Auswirkungen auf die Einhaltung der im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Kriterien oder Verpflichtungen haben könnte.

Art. 19 - Jeder Inhaber muss unverzüglich und spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen der "CWAPE" jede Abänderung bezüglich der Kontrolle, jede Fusion oder Spaltung, die ihn betrifft, per Einschreiben mitteilen.

KAPITEL V — Erhaltung, Erneuerung und Entzug der Lizenz

Art. 20 - Die Lizenz darf nur auf Antrag des Inhabers unter Beachtung einer Kündigungsfrist von mindestens vier Monaten, oder wenn festgestellt wird, dass der Inhaber die im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Kriterien oder Verpflichtungen nicht einhält, entzogen werden.

Art. 21 - § 1 - Der Entzug auf Antrag unterliegt der Übernahme der Kundschaft durch einen anderen Stromversorger, der Inhaber einer Lizenz ist, und der vorherigen Mitteilung der Identität und der Anschrift des neuen Stromversorgers an die Kunden.

§ 2 - Der Antrag auf einen Entzug wird bei der "CWAPE" per Einschreiben eingereicht. In dem Antrag wird ausführlich beschrieben, wie die unter § 1 erwähnten Verpflichtungen erfüllt werden.

Der Antrag wird dem Minister innerhalb eines Monats ab dessen Eingang mit dem begründeten Gutachten der "CWAPE" übermittelt.

Der Beschluss des Ministers erfolgt innerhalb des Monats, der auf das Gutachten der "CWAPE" folgt. Er wird innerhalb acht Tagen per Einschreiben zugestellt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Bei fehlender Entscheidung innerhalb zwei Monaten nach der Einreichung des Antrags auf den Entzug gilt der Antrag als angenommen.

Art. 22 - Wenn die "CWAPE" feststellt, dass der Inhaber einer Lizenz die Erteilungskriterien nicht mehr erfüllt oder dass er die im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Verpflichtungen nicht einhält, so benachrichtigt sie ihn per Einschreiben davon und teilt ihm die Gründe mit.

Außerdem legt sie eine Frist fest, die einen Monat nicht überschreiten darf, innerhalb derer der Inhaber entweder ersucht wird, seine Anmerkungen mitzuteilen, oder verpflichtet wird, die notwendigen Maßnahmen zu treffen, damit die besagten Bedingungen und Verpflichtungen beachtet werden. Die "CWAPE" ist dazu verpflichtet, den Inhaber anzuhören, der es beantragt.

Die "CWAPE" gibt ein Gutachten über den Entzug der Lizenz innerhalb von fünfzehn Tagen nach Ablauf der im vorigen Absatz vorgesehenen Frist ab.

Art. 23 - § 1 - Falls eine der in Artikel 19 aufgeführten Hypothesen zutrifft oder wenn die Satzungsabänderungen die Bedingungen zur Erteilung der Lizenz oder die Elemente, die in dieser erwähnt werden, in Frage stellen, kann der Inhaber der Lizenz bei der "CWAPE" die Erhaltung oder die Erneuerung der Lizenz beantragen. Mangels dessen findet das in Artikel 22 erwähnte Entzugsverfahren Anwendung.

§ 2 - Die Versorgungslizenz kann erhalten werden, wenn die in Kapitel II erwähnten Bedingungen erfüllt sind und wenn der Name und die Anschrift des Inhabers unverändert bleiben.

Die Versorgungslizenz wird erneuert, wenn die in Kapitel II erwähnten Bedingungen erfüllt sind, der Name und die Anschrift des Inhabers aber angepasst werden müssen.

Wenn der Inhaber die Bedingungen des Kapitels II nicht mehr erfüllt, leitet die "CWAPE" das in Artikel 22 erwähnte Entzugsverfahren ein.

§ 3 - Die "CWAPE" gibt innerhalb einer Frist, die einen Monat ab dem Eingang des im § 1 erwähnten Antrags nicht überschreitet, ein Gutachten über die Erhaltung, bzw. die Erneuerung der Versorgungslizenz oder über die Einleitung des in Artikel 22 erwähnten Verfahrens ab. Sie ist dazu verpflichtet, den Inhaber anzuhören, der es beantragt.

Art. 24 - Das in den Artikeln 22 und 23 erwähnte Gutachten der "CWAPE" wird dem Minister innerhalb von acht Tagen übermittelt. Dieser entscheidet über den Entzug, die Erneuerung oder die Erhaltung der Lizenz innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Eingang des Gutachtens.

Die Entscheidung des Ministers wird innerhalb acht Tagen per Einschreiben zugestellt. Sie wird außerdem im *Belgischen Staatsblatt* sowie auf der Webseite der "CWAPE" veröffentlicht.

Bei fehlender Entscheidung am Ablauf der in Absatz 1 erwähnten Frist bleibt die Lizenz erhalten.

Art. 25 - Wenn der Entzug der Lizenz beschlossen wird, muss der bestrafte Inhaber seine Kundschaft informieren und alle Daten bezüglich dieser Kundschaft der "CWAPE" übermitteln, die für ihre Übernahme durch einen anderen Stromversorger sorgen wird.

KAPITEL VI — Sonderbestimmungen für die grünen Stromversorger

Art. 26 - Der Stromversorger, der als "grüner Stromversorger" anerkannt werden möchte, meldet dies bei der Einreichung des in Artikel 12 erwähnten Antrags.

Gegebenenfalls wird bei der in Artikel 16, Absatz 3 erwähnten Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* die Eigenschaft als grüner Stromversorger bekanntgegeben.

Außerdem veröffentlicht die "CWAPE" die Liste der grünen Stromversorger auf ihrer Webseite.

Art. 27 - Am 31. Januar eines jeden Jahres übermitteln die grünen Stromversorger der "CWAPE" die gesamte Auflistung ihrer Lieferungen für das vorige Jahr an die Kunden, die in der Wallonischen Region ansässig sind und an das lokale Übertragungsnetz und Verteilernetz angeschlossen sind, sowie die Auflistung der Versorgung.

Sie übermitteln ebenfalls die Rechnungen, die für das im vorigen Absatz erwähnte Jahr an die grünen Stromerzeugern gezahlt worden sind.

Wenn der außerhalb der Wallonischen Region erzeugte grüne Strom berechnet werden kann, bestimmt der Minister, welche zusätzliche Informationen der grüne Stromversorger der "CWAPE" übermitteln muss.

Art. 28 - Auf der Grundlage der im vorigen Artikel erwähnten Unterlagen überprüft die "CWAPE", ob der betroffene Stromversorger mindestens 50 % des Stroms, der den in der Wallonischen Region ansässigen und an eine Spannungslinie von weniger oder gleich 70 kV angeschlossenen Kunden geliefert wurde, von in der Wallonischen Region niedergelassenen grünen Stromerzeugern und ggf. von außerhalb der Wallonischen Region niedergelassenen grünen Stromerzeugern gekauft hat.

Die "CWAPE" kann jede weitere Information verlangen.

Art. 29 - Wenn ein Stromversorger nicht mehr als "grüner Stromversorger" betrachtet werden möchte, oder wenn die "CWAPE" feststellt, dass der Stromversorger die Kriterien nicht erfüllt, um als "grüner Stromversorger" anerkannt zu werden, so veröffentlicht sie eine Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* und passt die in Artikel 26, § 3, erwähnte Liste an.

KAPITEL VII — Vorläufige und abschließende Bestimmungen

Art. 30 - Übergangsweise erteilt der Minister in Abweichung von Kapitel III in Erwartung der Erteilung der unbefristeten Lizenz eine vorläufige Lizenz, die bis zum 31. Mai 2003 gültig ist.

In diesem Rahmen wird der Antrag der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie in zwei Ausfertigungen per Einschreiben zugestellt oder gegen Empfangsbestätigung abgegeben.

Der Antrag umfasst:

1° den Namen, Vornamen, Beruf, Wohnsitz und die Staatsangehörigkeit des Antragstellers;

2° im Falle eines Unternehmens, den Gesellschaftsnamen oder die Bezeichnung, die Rechtsform, den Gesellschaftssitz und gegebenenfalls seine Satzungen, sowie die Unterlagen, die die Befugnisse des oder der Unterzeichner des Antrags bescheinigen;

3° eine getrennte Mitteilung zur Bescheinigung, mittels aller Beweisdokumente, dass der Antragsteller die notwendigen Maßnahmen trifft, um die in Kapitel II erwähnten Kriterien zu erfüllen.

Der Minister entscheidet über die Erteilung oder die Verweigerung der Lizenz innerhalb von einem Monat ab dem Eingang des Antrags. Bei fehlender Entscheidung am Ablauf dieser Frist gilt der Antrag als angenommen.

Gegebenenfalls wird die vorläufige Lizenz am Datum der Entscheidung des Ministers erteilt. Der Beschluss zur Erteilung der Lizenz wird im *Belgischen Staatsblatt* mit Angabe des Namens und der Anschrift des Inhabers veröffentlicht.

Art. 31 - Die Artikel 30 und 31 des Dekrets und der vorliegende Erlass treten am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 32 - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. März 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

VERTALING

N. 2002 — 1574

[C — 2002/27371]

**21 MAART 2002. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de vergunning voor de levering van elektriciteit**

De Waalse Regering,

Gelet op richtlijn 96/92/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 1996 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit;

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 30, 31 en 63;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 mei 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 mei 2001;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest) van 3 juli 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies 32.362/4 van de Raad van State, gegeven op 12 december 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister belast met Vervoer, Mobiliteit en Energie,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2° "vergunning" : de vergunning bedoeld in artikel 30 van bovenvermeld decreet en vereist voor elke elektriciteitsleverancier aan in aanmerking komende afnemers.

De bepalingen bedoeld in artikel 2 van het decreet zijn toepasselijk in de zin van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — Criteria voor de toekenning, herziening en intrekking van de vergunning**Afdeling 1. — Vestigingscriteria**

Art. 2. Elke elektriciteitsleverancier heeft, zowel bij de aanvraag als bij de verlening van de vergunning, zijn woonplaats of effectieve verblijfplaats in België of in een andere lidstaat van de Europese economische ruimte.

Als de leverancier een bedrijf is, moet het opgericht zijn overeenkomstig de Belgische wetgeving of overeenkomstig die van de een lidstaat bedoeld in het vorige lid en in België of in één van de lidstaten beschikken over een centraal bestuur, een hoofdinstantie of een maatschappelijke zetel waarvan de activiteit effectief en voortdurend verband houdt met de Belgische economie of met die van één van de lidstaten.

Afdeling 2. — Criteria inzake betrouwbaarheid en beroepservaring

Art. 3. Elke elektriciteitsleverancier voldoet, zowel bij de aanvraag als bij de verlening van de vergunning, aan de criteria die in deze afdeling vastliggen.

Art. 4. De aanvraag wordt niet in aanmerking genomen als de leverancier zijn activiteiten heeft opgeschort of gestaakt, failliet is verklaard, het voorwerp is van een vereffeningsprocedure, van een faillissement of een gerechtelijk akkoord of van een gelijkaardige procedure bepaald bij een buitenlandse wetgeving of regelgeving.

Art. 5. De aanvraag wordt verworpen als de leverancier :

1° persoonlijk of één van zijn bestuurders of een lid van het directiecomité, bij een vonnis dat in kracht van gewijsde is gegaan, vijf jaar vóór de aanvraag veroordeeld werd voor een overtreding die zijn betrouwbaarheid aantast;

2° een ernstige fout heeft begaan bij de uitoefening van zijn beroep;

3° niet voldaan heeft aan de verplichtingen betreffende de betaling van de sociale zekerheidsbijdragen opgelegd bij de Belgische of buitenlandse wetgeving;

4° niet voldaan heeft aan de verplichtingen betreffende de betaling van belastingen opgelegd bij de Belgische of buitenlandse wetgeving;

5° zich schuldig maakt aan valse verklaringen bij het verstrekken van gegevens krachtens het decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 6. Het bewijs dat de aanvrager niet in één van de in de artikelen 4 en 5 bedoelde gevallen verkeert kan o.a. aan de hand van de volgende stukken geleverd worden :

1° voor de gevallen bedoeld in artikel 4, 1° en 2° : een attest van een gerechtelijke of administratieve instantie;

2° voor de gevallen bedoeld in artikel 5, 1° : een uittreksel uit het strafregister of een gelijkwaardig document afgegeven door de gerechtelijke of administratieve overheid;

3° voor de gevallen bedoeld in artikel 5, 3° en 4° : een attest van de bevoegde overheid;

4° voor de gevallen bedoeld in artikel 5, 2° en 5° : een verklaring op erewoord.

Als één van bovenbedoelde stukken of attesten niet verkrijgbaar is in het betrokken land, mag het vervangen worden door een verklaring onder eed of een plechtige verklaring door betrokkene voor een gerechtelijke of overheidsinstantie, een notaris of een bevoegde beroepsorganisatie van het land van oorsprong of herkomst.

Art. 7. § 1. De beroepservaring kan bewezen worden aan de hand van elk stuk opgemaakt overeenkomstig de wetgeving van kracht in de lidstaat waar de aanvrager gevestigd is, en waaruit blijkt dat hij de drie voorafgaande jaren actief is geweest als elektriciteitsleverancier.

Die stukken vermelden o.a. de jaarlijks geleverde hoeveelheid elektriciteit, alsook de overeenkomsten gesloten met producenten of tussenpersonen.

§ 2. De beroepservaring kan ook worden bewezen aan de hand van elk stuk waaruit blijkt dat drie jaar vóór de aanvraag wetenschappelijke werkzaamheden werden verricht om de technische kennis te kunnen evalueren op het gebied van elektriciteitslevering of op een gelijkwaardig gebied.

§ 3. De aanvraag gaat vergezeld van de volgende stukken :

1° een lijst met de wetenschappelijke kennis en beroepskwalificaties van de personeelsleden of medewerkers waarbij hun bevoegdheid wordt bevestigd;

2° een lijst met de voornaamste activiteiten die de aanvrager drie jaar vóór de indiening van de aanvraag heeft verricht.

Afdeling 3. — Criteria inzake technische en financiële middelen en organisatiekwaliteit

Art. 8. Elke elektriciteitsleverancier voldoet, zowel bij de aanvraag als bij de verlening van de vergunning, aan de criteria die in deze afdeling vastliggen.

Art. 9. De technische capaciteiten worden o.a. op grond van de volgende stukken aangetoond :

1° een lijst met de wetenschappelijke kennis en beroepskwalificaties van de personeelsleden van het bedrijf, meer bepaald van degenen die instaan voor elektriciteitslevering;

2° een aangifte waarin gewag wordt gemaakt van de personeelsformatie en, in voorkomend geval, van het gemiddeld jaarlijkse tewerkstellingspercentage voor de drie afgelopen jaren;

3° een beschrijving van de technische middelen voorzien voor de levering van elektriciteit.

Art. 10. De financiële middelen worden o.a. aan de hand van de jaarrekeningen van de drie laatste boekjaren aangetoond of, bij gebreke daarvan, van bankverklaringen die het bedrag van de financiële tegoeden vermelden.

Art. 11. De organisatiekwaliteit wordt aangetoond op grond van een organisatieschema waarin de verschillende diensten en sectoren worden omschreven, met voor elk van hen het aantal aangestelde personeelsleden en hun kwalificatie.

De Minister kan eisen dat de houders van een leveringsvergunning aan het kwaliteitsmanagementsysteem voldoen overeenkomstig de Belgische en Europese regelgevingen terzake.

HOOFDSTUK II. — Procedure voor de verlening van de vergunningen

Art. 12. De aanvraag om verlening van een vergunning wordt bij aangetekend schrijven ingediend of tegen ontvangstbewijs in twee exemplaren afgegeven op de zetel van de "CWAPE".

De aanvraag gaat vergezeld van alle stukken die bevestigen dat de aanvrager voldoet aan de bij of krachtens het decreet bepaalde vergunningscriteria.

Art. 13. Elke vergunningsaanvraag wordt behandeld tegen betaling van een bedrag van 125 euro. Dat bedrag wordt gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, berekend op grond van de index van oktober 2001.

Het bedrag wordt uiterlijk bij de indiening van de aanvraag gestort aan het sociaal fonds bedoeld in artikel 35 van het decreet, met vermelding van de naam van de aanvrager.

Art. 14. De "CWAPE" gaat na of ze beschikt over alle stukken die ze nodig heeft om de aanvraag te behandelen.

Indien ze vaststelt dat het aanvraagdossier onvolledig is of dat het in artikel 13 bedoelde bedrag niet vereffend is, informeert ze de aanvrager bij aangetekend schrijven binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag.

Ze wijst op de ontbrekende stukken en verzoekt betrokkene om ze binnen hoogstens drie weken over te maken of om het bedrag te betalen. Als betrokken dat verzoek niet inwilligt, wordt zijn aanvraag niet behandeld.

Art. 15. De "CWAPE" verifieert aan de hand van elk stuk waarover ze beschikt of de aanvrager voldoet aan de criteria bedoeld in hoofdstuk II en of hij kan voldoen aan de openbare dienstverplichtingen bedoeld in artikel 34, 2°, van het decreet of van de uitvoeringsbesluiten ervan. Indien ze vaststelt dat de aanvrager niet voldoet aan één of meer criteria, informeert ze hem bij aangetekend schrijven binnen een maand na ontvangst van de aanvraag of, in voorkomend geval, na ontvangst van de ontbrekende stukken ingediend overeenkomstig artikel 14.

Ze geeft aan waarom ze acht dat de criteria niet vervuld zijn en geeft de aanvrager hoogstens een maand tijd om zijn opmerkingen, verantwoordingen of elk ander bijkomend gegeven bij aangetekend schrijven in te dienen. Als betrokken dat verzoek niet inwilligt, wordt zijn aanvraag niet behandeld.

De "CWAPE" moet elke aanvrager horen die daarom verzoekt.

Art. 16. Binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag of, in voorkomend geval, van de ontbrekende stukken, opmerkingen en verantwoordingen bedoeld in de artikelen 14 en 15, maakt de "CWAPE" de aanvraag, de bijlagen en haar gemotiveerd advies over aan de Minister.

De Minister spreekt zich uit over de verlening of weigering van de vergunning binnen een maand na ontvangst van het advies bedoeld in het eerste lid. De vergunning wordt verleend voor onbepaalde duur.

De aanvrager wordt binnen acht dagen bij aangetekend schrijven in kennis gesteld van de beslissing van de Minister. De aanvraag wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de "CWAPE" en vermeldt de naam en het adres van de vergunninghouder.

Bij gebrek aan een beslissing binnen vier maanden na ontvangst van de aanvraag of, in voorkomend geval, van de aanvullende stukken, opmerkingen en verantwoordingen bedoeld in de artikelen 14 en 15, wordt de aanvraag geacht goedgekeurd te zijn.

HOOFDSTUK IV. — *Gegevens te verstrekken door de vergunninghouders*

Art. 17. Elke vergunninghouder bezorgt de "CWAPE" jaarlijks vóór 31 maart bij aangetekend schrijven een uitvoerig verslag waarin hij aangeeft hoe hij voldaan heeft aan de criteria en verplichtingen bepaald bij of krachtens het decreet.

Art. 18. Elke vergunninghouder informeert de "CWAPE" uiterlijk binnen vijftien dagen bij aangetekend schrijven over elke statuutwijziging en bezorgt haar een uittreksel uit de notulen van de vergadering van het orgaan dat tot de wijziging heeft besloten, alsook over elke andere wijziging die gevolgen kan hebben voor de inachtneming van de criteria en verplichtingen bepaald bij of krachtens het decreet.

Art. 19. Elke vergunninghouder informeert de "CWAPE" uiterlijk binnen vijftien dagen bij aangetekend schrijven over elke controlewijziging en elke fusie of splitsing die hem betreft.

HOOFDSTUK V. — *Behoud, hernieuwing en intrekking van de vergunning*

Art. 20. Een vergunning kan ingetrokken op verzoek van de vergunninghouder, met een minimale opzegtermijn van vier maanden, of nadat is vastgesteld dat hij zich niet houdt aan de bij of krachtens het decreet bepaalde criteria of verplichtingen.

Art. 21. § 1. De intrekking op verzoek is afhankelijk van de overdracht van de klanten aan een andere elektriciteitsleverancier die houder is van een vergunning, en van de voorafgaande kennisgeving aan elke klant van de identiteit en het adres van de nieuwe leverancier.

§ 2. Het verzoek om intrekking wordt bij aangetekend schrijven aan de "CWAPE" gericht. Het geeft nauwkeurig aan hoe zal worden voldaan aan de verplichtingen bedoeld in § 1.

Het verzoek wordt binnen een maand na ontvangst ervan samen met het gemotiveerd advies van de "CWAPE" aan de Minister gericht.

De Minister spreekt zich uit binnen een maand nadat de "CWAPE" advies heeft uitgebracht. Zijn besluit wordt binnen acht dagen bij aangetekend schrijven meegedeeld en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Bij gebrek aan een besluit binnen twee maanden na de indiening van het verzoek om intrekking, wordt dit laatste geacht aanvaard te zijn.

Art. 22. Als de "CWAPE" vaststelt dat een vergunninghouder niet meer voldoet aan één van de verleningscriteria of de bij of krachtens het decreet bepaalde verplichtingen niet nakomt, verwittigt ze hem bij een aangetekend schrijven waarin ze de motieven aangeeft.

Ze bepaalt ook een termijn van hoogstens één maand, waarin de houder verzocht wordt zijn opmerkingen over te maken of maatregelen te nemen om aan bedoelde voorwaarden en verplichtingen te voldoen. De "CWAPE" moet de houder horen als hij daarom verzoekt.

De "CWAPE" brengt advies uit over de intrekking van de vergunning binnen vijftien dagen na afloop van de termijn bedoeld in het vorige lid.

Art. 23. § 1. In één van de gevallen bedoeld in artikel 19 of wanneer de statuutwijzigingen als gevolg hebben dat de voorwaarden voor de verlening van de vergunning of gegevens die in de voorwaarden vermeld staan, moeten worden herzien, kan de vergunninghouder de "CWAPE" vragen om de vergunning te behouden of te hernieuwen. Bij gebreke daarvan is de in artikel 22 bedoelde intrekkingprocedure van toepassing.

§ 2. De leveringsvergunning kan worden behouden indien de in hoofdstuk II bedoelde voorwaarden vervuld zijn en indien de naam en het adres van de houder ongewijzigd blijven.

De leveringsvergunning wordt hernieuwd indien de in hoofdstuk II bedoelde voorwaarden vervuld zijn en indien de naam en/of het adres moeten worden rechtgezet.

Indien de houder niet meer voldoet aan de voorwaarden van hoofdstuk II, wordt de in artikel 22 bedoelde intrekkingprocedure door de "CWAPE" opgestart.

§ 3. De "CWAPE" brengt binnen hoogstens een maand na ontvangst van de in § 1 bedoelde aanvraag advies uit over het behoud, de hernieuwing van de leveringsvergunning of het opstarten van de procedure bedoeld in artikel 22. De "CWAPE" moet de houder horen als hij daarom verzoekt.

Art. 24. Het in de artikelen 22 en 23 bedoelde advies van de "CWAPE" wordt binnen acht dagen naar de Minister gestuurd. De Minister beslist binnen een maand na ontvangst van het advies of de vergunning ingetrokken, vernieuwd of behouden wordt.

Het besluit van de Minister wordt binnen acht dagen bij aangetekend schrijven medegedeeld.

Het wordt bovendien bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de "CWAPE".

Bij gebrek aan een besluit na afloop van de in het eerste lid bedoelde termijn wordt de vergunning behouden.

Art. 25. Indien beslist wordt de vergunning in te trekken, moet de gestrafte houder zijn klanten hiervan op de hoogte brengen en hun gegevens overmaken aan de "CWAPE", die ervoor zal zorgen dat ze aan een andere leverancier worden overdragen.

HOOFDSTUK VI. — *Specifieke bepalingen voor groene leveranciers*

Art. 26. De leverancier die als groene leverancier erkend wil worden, maakt daarop attent in de aanvraag bedoeld in artikel 12.

De hoedanigheid van groene leverancier wordt eventueel nader bepaald in de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* bedoeld in artikel 16, derde lid.

De lijst van de groene leveranciers wordt ook op de website van de "CWAPE" bekendgemaakt.

Art. 27. De groene leveranciers bezorgen de "CWAPE" jaarlijks uiterlijk 31 januari de volledige lijst van hun leveringen van het afgelopen jaar aan de klanten die in het Waalse Gewest gevestigd zijn en op de plaatselijke transmissienetten en distributienetten aangesloten zijn.

Ze bezorgen haar bovendien de facturen die het afgelopen jaar aan de producenten van groene elektriciteit zijn betaald.

Wanneer de buiten het Waalse Gewest geproduceerde groene elektriciteit meegerekend kan worden opgenomen, bepaalt de Minister de bijkomende gegevens die de groene leverancier aan de "CWAPE" moet verstrekken.

Art. 28. De "CWAPE" verifieert aan de hand van de in het vorige artikel bedoelde stukken of betrokken leverancier minstens 50 % van de elektriciteit heeft gekocht die geleverd wordt aan in het Waalse Gewest gevestigde klanten die aangesloten zijn op een spanningsniveau van maximum 70 kV, aan in het Waalse Gewest gevestigde producenten van groene elektriciteit en, in voorkomend geval, aan buiten het Waalse Gewest gevestigde producenten van groene elektriciteit.

De "CWAPE" kan om iedere bijkomende informatie verzoeken.

Art. 29. Indien een leverancier niet meer als "groene leverancier" beschouwd wenst te worden of indien de "CWAPE" vaststelt dat hij niet aan de criteria voldoet om als dusdanig erkend te worden, laat ze een bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendmaken en past ze de in artikel 26, § 3, bedoelde lijst aan.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 30. In afwijking van hoofdstuk III en in afwachting van een vergunning voor onbepaalde duur, verleent de Minister bij wijze van overgangsmaatregel een voorlopige vergunning die tot 31 mei 2003 loopt.

De desbetreffende aanvraag wordt bij aangetekend schrijven ingediend of in twee exemplaren tegen ontvangstbewijs overhandigd bij de Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie.

De aanvraag vermeldt volgende gegevens :

1° naam, voornaam, beroep, woonplaats en nationaliteit van de aanvrager;

2° als het gaat om een maatschappij, de handelsnaam of benaming, de rechtsvorm, de maatschappelijke zetel en, in voorkomend geval, haar statuten, alsmede de stukken waarin de bevoegdheden van de ondertekenaars van de aanvraag nader worden bepaald;

3° een aparte nota waarbij aan de hand van ieder bewijsstuk aangetoond kan worden dat de aanvrager de nodige maatregelen treft om aan de in hoofdstuk II bedoelde criteria te voldoen.

De Minister beslist over de verlening of de weigering van de voorlopige vergunning binnen een maand na ontvangst van de aanvraag.

Bij gebrek aan een besluit na afloop van die termijn wordt de aanvraag geacht aanvaard te zijn.

In voorkomend geval loopt de voorlopige vergunning vanaf de datum waarop de Minister zijn besluit heeft genomen. Het besluit tot verlening van de vergunning wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en vermeldt de naam en het adres van de vergunninghouder.

Art. 31. De artikelen 30 en 31 van het decreet en dit besluit treden in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

Art. 32. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 maart 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS